

Analyses des enjeux et effets de la dépense fiscale en matière de TVA au Maroc : utilisation des données d'enquêtes auprès des ménages.

MAJD Oumaima^{#1}, Fatima-Zahra Aazi^{*2},

[#]Labortaire d'Economie appliquée et finance

Faculté des sciences juridique économique et sociale Casablanca Université Hassan II Maroc

Email 1 - majd.oumaïma-etu@etu.univh2c.ma

Email 2 - fatimazahra.aazi@uh2c.ma.

Introduction :

L'étude présente une analyse approfondie de l'impact des exonérations de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au Maroc, en s'appuyant sur une méthodologie rigoureuse et des données empiriques fiables. L'objectif est de déterminer dans quelle mesure ces exonérations atteignent leur but premier : soutenir les ménages les plus modestes et renforcer l'équité fiscale. Pour ce faire, Nous avons mobilisé les données de l'Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des Ménages (ENCDM) de 2014, produite par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), qu'ils ont combinées à la grille de TVA en vigueur, extraite du Code Général des Impôts (CGI), ainsi qu'aux données issues des rapports d'évaluation des dépenses fiscales.

Une clé de correspondance a été conçue dans le cadre de cette recherche afin de relier les différentes catégories de consommation relevées dans l'enquête aux taux de TVA qui leur sont applicables. Cette étape méthodologique a permis de reconstituer la charge fiscale indirecte que supporte chaque catégorie de ménages, en fonction de son niveau de vie et de ses habitudes de consommation. Il s'agit donc d'une évaluation microéconomique fine, qui met en lumière non seulement la distribution des exonérations fiscales, mais aussi leurs effets redistributifs.

Les résultats de cette analyse montrent que si les exonérations de TVA ont bien pour ambition d'alléger la charge fiscale des couches défavorisées, leur efficacité redistributive reste limitée. En effet, les exonérations bénéficient non seulement aux ménages pauvres, mais aussi et parfois en plus grande proportion aux ménages aisés. Cela s'explique notamment par la consommation plus élevée en volume des ménages riches, y compris de biens exonérés de TVA. Ainsi, les 10 % les plus riches captent 31,10 % des exonérations fiscales, contre seulement 2,83 % pour les 10 % les plus pauvres. Ce constat met en lumière une déviation par rapport à l'objectif initial de justice fiscale.

De plus, l'étude met en évidence le caractère régressif de la TVA au Maroc. En proportion de leurs revenus, les ménages les plus pauvres consacrent une part plus importante de leur budget à des biens de première nécessité, souvent exonérés, mais restent tout de même fortement exposés à la TVA sur d'autres biens. Le taux d'effort fiscal est estimé à 2,51 % pour les ménages les plus pauvres, contre 1,55 % pour les plus riches. Cela signifie que, proportionnellement à leur consommation, les ménages vulnérables paient plus de TVA que les ménages favorisés, ce qui renforce les inégalités économiques et sociales.

En termes de finances publiques, les exonérations de TVA représentent un coût important pour le budget de l'État. En 2023, ce manque à gagner est estimé à 35,43 milliards de dirhams, soit une

part significative des dépenses fiscales. La majorité de ces exonérations concernent deux secteurs : l'alimentation (33,53 %) et l'habitation (36,93 %). Bien que ces secteurs soient essentiels pour les ménages à faibles revenus, les résultats suggèrent que leur large champ d'application profite également aux autres classes sociales, réduisant ainsi la progressivité du système.

Face à ces constats, l'étude recommande une révision ciblée du système d'exonérations, en tenant compte de leur impact réel sur la redistribution des ressources et l'équité sociale. Il ne s'agit pas nécessairement de supprimer les exonérations, mais plutôt de mieux les orienter vers les produits et services qui bénéficient réellement aux populations vulnérables. Cela suppose une meilleure coordination entre la politique fiscale et les politiques sociales, de façon à ce que les instruments budgétaires contribuent plus efficacement à la réduction des inégalités.

En conclusion, l'analyse démontre que les exonérations de TVA, dans leur forme actuelle, ne permettent pas d'atteindre pleinement leurs objectifs redistributifs. Une réforme progressive et ciblée de ces mécanismes pourrait permettre d'améliorer à la fois l'équité du système fiscal marocain et l'efficacité des dépenses publiques.

Bibliographie :

Alshira'h, A. (2024). How can value added tax compliance be incentivized? An experimental examination of trust in government and tax compliance costs. *Journal of Money Laundering Control*, 27(1), 191-208.

Bazart, C., & Blayac, T. (2022). Les déterminants de la non-conformité et de la perception du fardeau fiscal en France. *Revue économique*, 73(4), 605-636.

Bettah, M., Ezzrari, A., & Mourji, M. (2022). Impact of VAT Reforms on Moroccan Household's Food Consumption: Microsimulation Analyses Through the QUAIDS Model (2001-2014). *Journal of Development and Economic Policies*, 24(2), 5-43.

Bossoh, W. (2012). TVA et structure de la consommation des ménages au Maroc: Simulations à partir du modèle QUAIDS.

Caldeira, E., & Geourjon, A.-M. (2020). De l'évaluation du coût à la rationalisation des dépenses fiscales dans les pays en développement. *FERDI Policy Brief*.

Caldeira, E., Geourjon, A. M., & Laporte, B. (2022). L'évaluation des effets économiques et sociaux des dépenses fiscales: les grands principes méthodologiques.

Caldeira, É., Geourjon, A. M., & Laporte, B. (2023). L'évaluation de l'effet distributionnel des dépenses fiscales de TVA.

Direction Générale des Impôts. (2000). « Assises nationales de fiscalité », Ministère de l'Economie et des Finances.

Direction Générale des Impôts. (2007-2018). « Code Général des impôts », Ministère de l'Economie et des Finances.

Direction Générale des Impôts. (2008). « Les enjeux de la réforme fiscale », Ministère de l'Economie et des Finances.

Direction Générale des Impôts. (2013). « Assises nationales de fiscalité », Ministère de l'Economie et des Finances.

Direction Générale des Impôts. (2018). « Dispositif d'incitations fiscales », Ministère de l'Economie et des Finances.

Direction Générale des Impôts. (2019). « Assises nationales de fiscalité », Ministère de l'Economie et des Finances.

García-Enríquez, J., & Echevarría, C. A. (2018). Demand for culture in Spain and the 2012 VAT rise. *Journal of Cultural Economics*, 42(3), 469-506.

Haut Commissariat au Plan. (2010). Simulation d'impact des mesures fiscales : baisse du niveau de l'impôt sur les sociétés - réaménagement de la taxe sur la valeur ajoutée. Rabat.

Kaulu, B. (2022). Determinants of tax evasion intention using the theory of planned behavior and the mediation role of taxpayer egoism. *Fudan Journal of the Humanities and Social Sciences*, 15(1), 63-87.

M. Fouzi and A. Ezzrari. La politique de la tva au gabon et ses implications économiques et sociales : analyse selon les strates de pauvreté de la population, Août 2016a.

M. Fouzi and A. Ezzrari. La politique de la tva au sénégal et ses implications économiques et sociales : analyse selon les strates de pauvreté de la population, Août 2016b.

OCDE. (1984). « Dépenses fiscales, problèmes et pratiques suivies par les pays », Rapport du comité des affaires fiscales, Paris, P.20.

OCDE. (1995). « Fiscalité et investissement direct étranger », l'expérience des économies en transition, P. 31.

OCDE. (2002). « Tax incentives for research and development: trends and issues », P.4.

OCDE. (2005). « L'importance de l'investissement privé pour le développement ». *Revue de l'OCDE sur le développement*, chapitre 1, P.30.

OCDE. (2010). « Choosing a Broad Base - Low Rate Approach to Taxation », OECD, Tax Policy Studies, N° 19, P. 49.

OCDE. (2010). « Les dépenses fiscales dans les pays de l'OCDE ». 252p.

OCDE. (2011). « Fiscalité et emploi », étude de politique fiscale de l'OCDE, N°21, P. 2.

OCDE. (2012). « Income Inequality and Growth : the role of taxes and transfers ». OECD Economics Department Policy Notes, N°9.

Rapport du Conseil Economique et Social Le système fiscal marocain : développement économique et cohésion sociale : 2012

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2006.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2007.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2008.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2009.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2010.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2011.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2012.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2013.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2014.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2015.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2016.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2017.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2018.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2019.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2020.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2021.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2022.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2023.

Rapport sur les dépenses fiscales du Maroc 2024.

Ruggeri, G. C. (1978). On the Regressivity of Provincial Sales Taxation in Canada. Canadian Public Policy/Analyse de Politiques, 364-372.

Slemrod, J. (2003). Trust in public finance.